



HM Government

L'Écosse dans le Royaume-Uni



Sommaire

| | |
|---|----|
| Les faits | 1 |
| <hr/> | |
| L'Écosse dans le Royaume-Uni aujourd'hui : le meilleur des deux mondes | 3 |
| <hr/> | |
| Notre puissance économique et notre sécurité | 6 |
| La livre sterling | 7 |
| Notre marché unique | 7 |
| Services financiers | 9 |
| <hr/> | |
| Le partage du Royaume-Uni | 12 |
| <hr/> | |
| Notre place dans le monde | 16 |
| <hr/> | |
| Conclusion | 19 |
| <hr/> | |

Les faits

Le 18 septembre 2014, nous, peuple d'Écosse, devons prendre l'une des décisions les plus importantes de notre vie : continuer à faire partie du Royaume-Uni ou en sortir pour devenir un État indépendant.

Dans le cadre de mes fonctions de secrétaire d'État pour l'Écosse, j'ai sillonné notre pays ces derniers mois pour discuter du référendum avec des citoyens, des collectivités et un grand nombre d'organisations. Sur l'ensemble du territoire, les citoyens m'ont demandé de leur fournir des informations claires et simples de nature à les

aider, eux, les organisations pour lesquelles ils travaillent et les personnes qui utilisent leurs services, à comprendre les bénéfices que tirerait l'Écosse si elle restait dans le Royaume-Uni et les conséquences de l'indépendance.


Le gouvernement britannique a mis en place un vaste programme d'analyse en vue d'expliquer les bénéfices qu'impliquerait la permanence de l'Écosse dans le Royaume-Uni et d'examiner les conséquences de l'indépendance. Les principales conclusions sont expliquées dans cette brochure. Pour consulter l'analyse détaillée et obtenir

de plus amples informations, rendez-vous sur **www.gov.uk/scottishreferendum**.

Le gouvernement britannique souhaite que toutes les personnes résidant en Écosse soient pleinement informées avant le référendum. J'encourage donc toutes les organisations à divulguer ces informations pour que chacun comprenne bien que l'Écosse n'a rien à perdre en restant dans le Royaume-Uni.



Alistair Carmichael MP
Secrétaire d'État pour
l'Écosse

Pour vous joindre au débat en ligne, rendez-vous sur [@YouDecide2014](https://twitter.com/YouDecide2014), www.gov.uk/scottishreferendum et facebook.com/youdecide2014 

L'Écosse dans le Royaume-Uni aujourd'hui : le meilleur des deux mondes

En restant dans le Royaume-Uni, l'Écosse tire le meilleur parti des deux mondes.

Situé à Holyrood, le Parlement écossais contrôle plus de 27 milliards de livres de dépenses, soit environ 60 % de l'ensemble des dépenses publiques écossaises. Il a le pouvoir de légiférer et de modifier la loi pour l'adapter aux besoins et aux aspirations des Écossais dans les domaines suivants : l'assistance à l'enfance, l'éducation, la formation et les compétences, l'entreprise, la santé et les aides sociales, la justice et le maintien de l'ordre, le logement, l'environnement, l'agriculture, la pêche et le monde rural, et les arts, la culture et les sports.

En même temps, notre intérêt est de rester dans le Royaume-Uni, car le Parlement britannique prend des décisions relatives à l'économie, la défense, la sécurité nationale et les affaires internationales au nom de tous

les résidents britanniques. Nous tirons avantage de notre inclusion dans une économie plus grande, plus diversifiée et plus stable, qui nous permet de mettre en commun les bénéfices obtenus lors de périodes florissantes et de partager les risques en période de crise.

De plus, l'accord relatif à la décentralisation de nos domaines de compétence est flexible. Le Scotland Act de 2012 a étendu les compétences du Parlement écossais, qui bénéficie de la décentralisation des compétences en matière de fiscalité la plus importante depuis 300 ans.

À partir d'avril 2016, une décentralisation plus importante, impliquant des compétences accrues en matière de fiscalité, sera accordée au Parlement écossais. Il sera alors chargé de prélever un tiers de l'argent

Les principaux pouvoirs réservés et décentralisés



Principaux pouvoirs décentralisés :



Le Scotland Act de 2012 ajoute :



Principaux pouvoirs réservés :



dépensé en Écosse. Ces pouvoirs comprennent un nouveau taux d'impôt sur le revenu écossais, qui permettra au gouvernement écossais d'établir le taux d'imposition des résidents écossais. Le gouvernement britannique a également déclaré qu'il donnerait au gouvernement écossais le pouvoir d'émettre ses propres obligations et d'emprunter pour effectuer des investissements de capitaux dans d'importants projets de construction d'infrastructures de transport, d'hôpitaux, d'écoles et de protections contre les crues.

Le Royaume-Uni est constitué de quatre nations unies et sans frontières. Ensemble nous avons créé le service national de santé (NHS) et la BBC, nous nous sommes battus pour la liberté lors de guerres mondiales, nous avons célébré le succès des Jeux olympiques et nous avons construit la meilleure et la plus durable union de nations au monde. L'indépendance signifierait que l'Écosse sortirait du Royaume-Uni pour former un nouvel État. Le reste du Royaume-Uni poursuivrait sans l'Écosse. Les lois et les institutions britanniques, telles

que la Banque d'Angleterre, continueraient à fonctionner dans un Royaume-Uni persistant et ce Royaume-Uni persistant conserverait son adhésion à l'UE, à l'ONU, à l'OTAN et au G7.

Une Écosse indépendante devrait faire une demande d'adhésion auprès de toutes les organisations internationales qu'elle souhaite intégrer et définir ses propres institutions nationales. Aujourd'hui, plus de 200 organismes publics britanniques exercent leurs fonctions en Écosse. Le gouvernement d'une Écosse indépendante devrait déterminer quel nombre d'organismes elle souhaite reproduire. La création et le fonctionnement de ces institutions se feraient aux dépens des contribuables écossais.

Notre puissance économique et notre sécurité

Au sein du Royaume-Uni, l'Écosse a conservé une économie vigoureuse. Ces 50 dernières années, la production économique par personne a progressé un peu plus rapidement que la moyenne britannique. Cela prouve bien que l'Écosse tire parti de son appartenance au Royaume-Uni, et se débrouille même mieux que certains petits pays indépendants. Entre 2000 et 2012, la croissance écossaise par habitant fut plus élevée que celles du Danemark, de la Finlande, de l'Irlande, du Luxembourg et du Portugal. Au sein du Royaume-Uni, l'Écosse, l'Angleterre, le pays de Galles et l'Irlande du Nord

mettent leurs ressources en commun et partagent les risques. L'importance et la diversité de l'économie britannique ont contribué à nous protéger de chocs économiques, comme la crise financière de 2008. Le gouvernement britannique a dépensé 45 milliards de livres pour recapitaliser la Royal Bank of Scotland (RBS) en 2008 et celle-ci a également reçu 275 milliards de livres de garanties d'état et de prêts. En tout, cette aide était deux fois plus élevée que l'ensemble de l'économie écossaise cette année-là, pétrole de la Mer du Nord inclus.

Taux de croissance en VAB (valeur ajoutée brute) par personne

| | |
|------------|-------|
| Suède | 1,6 % |
| Écosse | 1,2 % |
| Autriche | 1,2 % |
| Finlande | 1,1 % |
| Irlande | 0,8 % |
| Luxembourg | 0,8 % |
| Portugal | 0,2 % |
| Danemark | 0,1 % |

La livre britannique

Le Royaume-Uni est l'une des unions monétaires, fiscales et politiques les plus réussies de l'histoire, et l'Écosse tire des avantages significatifs des accords actuels. La fiscalité, les dépenses, la politique monétaire et la politique de stabilité financière sont coordonnées dans l'ensemble du Royaume-Uni pour le bénéfice de tous ses États. Les risques sont mis en commun et le Royaume-Uni affronte les doutes de manière unie.

Si les résidents écossais votaient en faveur de la sortie du Royaume-Uni, ils voteraient également pour l'abandon de la livre britannique. C'est un des aspects sur lesquels on nous demande de faire un choix.

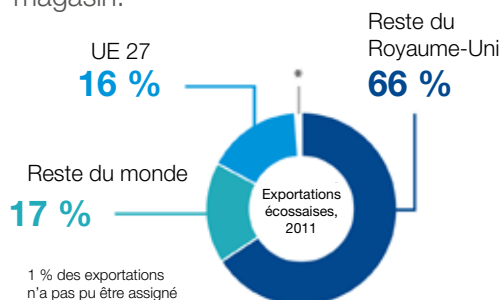
Le gouvernement écossais a proposé une union monétaire avec le Royaume-Uni persistant. Les trois principaux partis politiques britanniques ont exclu toute union monétaire, qui ne servirait pas les intérêts du Royaume-Uni persistant ni d'une Écosse indépendante. Pour une Écosse indépendante, une telle union rendrait plus difficile toute adaptation aux défis économiques, comme ce fut le cas pour les pays européens de la zone euro. Pour le Royaume-Uni persistant, cela signifierait une exposition à de plus grands

risques, sans exclure l'éventualité de demander aux contribuables britanniques de venir au secours de l'Écosse en cas de crise fiscale ou financière.

Notre marché unique

Le grand marché intérieur britannique, avec sa monnaie unique et son système de règles unique, permet aux entreprises de faire des affaires librement sur l'ensemble du territoire et de favoriser les entreprises, les travailleurs et les consommateurs. En 2011, l'Écosse a vendu des biens et des services au reste du Royaume-Uni pour une valeur de 45,5 milliards de livres. C'est deux fois plus que la valeur de nos exportations vers le reste du monde et quatre fois plus que celle de nos exportations vers l'Union européenne.

Ce commerce est soutenu par un cadre commercial commun, qui détermine chaque étape de fonctionnement d'une entreprise, de l'embauche du personnel, à l'emprunt de fonds, en passant par la vente de produits en ligne ou en magasin.



Si l'Écosse devenait indépendante, son gouvernement devrait choisir entre :

- **adopter la livre de manière informelle**, tout comme Panama et l'Équateur utilisent le dollar US. Il s'agirait d'une « sterlingisation » et l'Écosse n'aurait aucun contrôle sur ses taux d'intérêt et aucun prêteur de dernier ressort pour ses banques ;
- **adopter l'euro**. C'est ce qu'une Écosse indépendante pourrait se voir obliger de faire lors de son adhésion à l'Union européenne. Cela signifierait que l'euro remplacerait la livre en circulation et que les taux d'intérêt écossais seraient fixés par la Banque centrale européenne ;
- **créer une nouvelle devise écossaise**. Cela permettrait au gouvernement écossais de contrôler pleinement sa politique économique, mais générerait des incertitudes sur la valeur de l'épargne et des pensions, ainsi que des coûts considérables pour les entreprises.

Au sein du Royaume-Uni, nous profitons de la stabilité de la livre britannique, sans connaître aucun des risques cités précédemment.



Indépendamment du choix de la monnaie, l'indépendance mettrait un terme à tout cela.

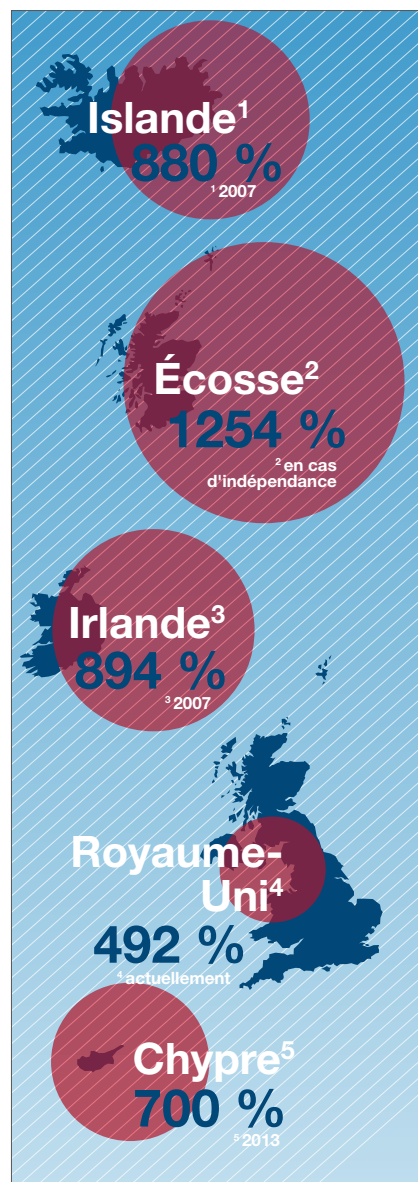
À la place, il faudrait que les entreprises qui souhaitent faire du commerce avec le reste du Royaume-Uni s'adaptent à deux systèmes de règles et de régulation et deux systèmes fiscaux. Cela entraînerait une augmentation des coûts et créerait des incertitudes, rendant plus difficile le commerce avec le Royaume-Uni.

Selon l'analyse du gouvernement britannique, élever une frontière entre l'Écosse et le reste de l'économie britannique et établir de nouveaux systèmes de régulation entre autres supposeraient pour les ménages écossais un coût annuel s'élevant à 2000 £.

Services financiers

L'importance de l'économie britannique permet au Royaume-Uni de maintenir et de soutenir un secteur financier solide et dynamique. Une Écosse indépendante aurait un secteur bancaire 12 fois plus grand que son économie. C'est bien plus que l'Irlande, l'Islande, et Chypre lorsqu'elles ont dû faire face à des difficultés.

Actifs du secteur bancaire en pourcentage du PIB



Nous tirons bénéfice de la position de leader mondial du Royaume-Uni dans les services financiers, et le secteur financier est l'un des plus importants dans l'économie écossaise. En 2013, il a contribué à hauteur de 8,8 milliards de livres dans l'économie écossaise et a représenté 8 % de l'ensemble des emplois écossais, soit environ 200 000 emplois.

Le secteur financier écossais ainsi que tous ses emplois reposent sur des clients situés en Angleterre, au pays de Galles et en Irlande du Nord, sans oublier l'Écosse. Grâce au marché unique britannique, des entreprises de services financiers basées en Écosse peuvent vendre leurs produits à des clients britanniques sans aucune restriction. Près de 90 % des comptes d'épargne individuels et des prêts hypothécaires vendus par des entreprises écossaises sont acquis par des clients du reste du Royaume-Uni.

L'indépendance mettrait fin à ce marché intérieur. Une Écosse indépendante devrait mettre en place son propre système réglementaire et juridique pour encadrer les services financiers, ainsi que

son propre système fiscal. Cela signifierait que les entreprises commercialisant des pensions, des assurances et des prêts hypothécaires dans une Écosse indépendante et dans le reste du Royaume-Uni persistant feraient face à des coûts supplémentaires du fait de leur présence sur les deux marchés. Ces coûts pourraient, avec le temps, être supportés par les citoyens, sous forme d'impôts directs ou indirects.

Il existe également un certain nombre d'organismes britanniques de protection des consommateurs et de conseils, tels que le Financial Conduct Authority, le Financial Ombudsman Service et le Money Advice Service. Recréer ces organismes dans une Écosse indépendante serait un processus onéreux. Selon l'industrie des services financiers, cela coûterait plusieurs millions de livres.

Le Royaume-Uni dispose en outre de dispositifs de financement efficaces permettant de protéger les dépôts dans les banques britanniques jusqu'à hauteur de 85 000 £ en cas de difficultés de la banque. Si l'Écosse devenait indépendante, les

banques écossaises et leurs clients ne bénéficieraient plus d'une telle protection. Une Écosse indépendante devrait mettre en place son propre programme de garantie de dépôts, conformément à la loi européenne. Si l'une des deux principales banques écossaises connaissait des difficultés, les coûts visant à dédommager les déposants devraient être assumés presque entièrement par la banque restante. Si ce programme échouait, le gouvernement d'une Écosse indépendante pourrait être amené à intervenir. Actuellement, un programme écossais devrait garantir des dépôts équivalents à plus de l'intégralité de l'économie écossaise.

Au lieu de s'exposer à des coûts supplémentaires, les entreprises pourraient décider de s'intéresser à un seul marché. Des entités telles que RBS et la Bank of Scotland ont confirmé les risques d'augmentation des coûts entraînés par l'indépendance de l'Écosse. D'autres, comme Standard Life et Alliance Trust, envisagent de relocaliser des portions de leur entreprise en Angleterre si le désir d'indépendance venait à remporter le référendum.

Pour les résidents écossais, l'indépendance pourrait être synonyme de choix restreint et de coûts plus élevés pour les produits financiers, y compris les prêts hypothécaires, les assurances et les pensions. Sur la base d'analyses indépendantes, le gouvernement britannique a estimé que le prix annuel d'une hypothèque en Écosse pourrait augmenter de 1 700 £.

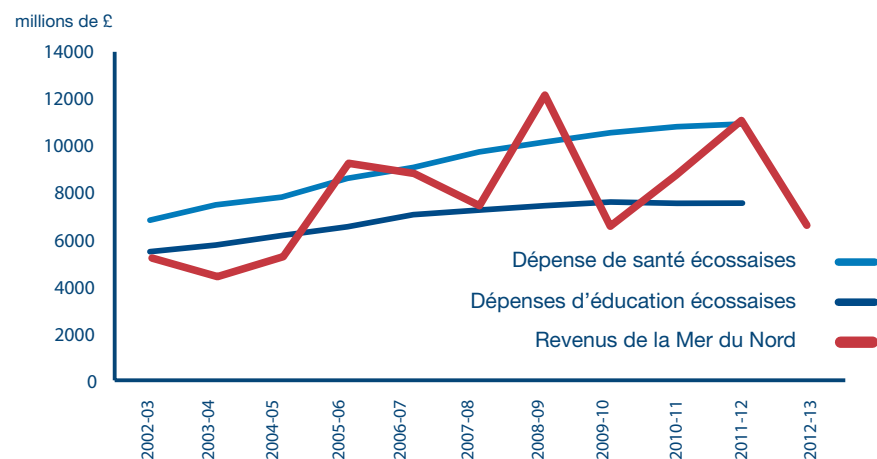
Le partage du Royaume-Uni

Actuellement et à l'avenir, les dépenses publiques en Écosse reposent sur le partage de nos ressources dans l'ensemble du Royaume-Uni. Depuis 1998, l'Écosse a dépensé environ 10 % de plus que la moyenne britannique, soit 1 300 £ par personne en 2012-2013.

Sur l'ensemble du territoire britannique, les citoyens reçoivent les mêmes allocations, indépendamment des hauts et des bas des économies locales ou des différences entre les populations locales. La taille et la force de l'économie britannique nous permettent d'aider les citoyens dans le besoin et d'assurer leur sécurité financière dans leur vieillesse.

Si l'Écosse devenait indépendante, elle recevrait, après négociation, une part des revenus issus du pétrole et du gaz de la Mer du Nord. Toutefois, les recettes du pétrole représentent l'une

des sources de revenu les moins stables. Depuis la décentralisation, la répartition géographique des recettes de pétrole et de gaz de l'Écosse a oscillé entre 2 milliards et 12 milliards de livres. Les chiffres du gouvernement écossais montrent que, en 2012-2013, la répartition géographique des revenus de la Mer du Nord ont diminué de plus de 4 milliards de livres, soit la perte de plus de la moitié du budget de l'Écosse pour l'éducation en un an. Cependant, au sein du Royaume-Uni, le budget du gouvernement écossais a augmenté en 2012-2013, grâce à la force et à la diversité de l'économie britannique.



Tant qu'ils restent dans le Royaume-Uni, les secteurs du pétrole et du gaz et des énergies renouvelables tirent profit d'un marché énergétique unique composé de millions de clients. L'industrie énergétique écossaise jouit d'un accès illimité aux 24 millions de consommateurs d'électricité en Angleterre et au pays de Galles, soit 10 fois plus de clients qu'en Écosse. Au sein du Royaume-Uni, nous travaillons ensemble pour tirer le meilleur parti des énergies renouvelables. En Écosse, ce secteur dynamique profite de la répartition des coûts entre les clients de l'ensemble du Royaume-Uni.

Chef de file mondial, le milieu de la recherche britannique est florissant et apporte beaucoup aux industries innovantes, comme celles des énergies renouvelables. Des chercheurs sur tout le territoire britannique profitent d'infrastructures, telles que des outils informatiques de pointe, et de l'adhésion du Royaume-Uni à des organisations internationales comme le CERN (Organisation européenne pour la recherche nucléaire). Partager ces coûts les rend plus abordables. En même temps, en Écosse, les chercheurs tirent directement parti du financement britannique de la recherche. En 2012-2013, l'Écosse a obtenu

plus de 13 % du financement du conseil britannique de la recherche, soit 257 millions de livres. C'est plus que la part du PIB écossais (8 %) ou que la part de la population (8,4 %). Au financement public vient s'ajouter le financement d'organisations caritatives britanniques qui soutiennent la recherche de manière significative. En effet, environ 14 % des fonds récoltés par les membres de l'association Medical Research Charities en 2011 furent destinés à la recherche en Écosse.

Les conseils britanniques de la recherche figurent parmi plus de 200 organismes publics britanniques au service des citoyens en Écosse actuellement. Ils partagent des valeurs communes et permettent à tous les résidents britanniques de profiter d'économies d'échelle afin de réduire les frais des contribuables, d'accroître la réputation du Royaume-Uni dans le monde et de mettre les ressources et les risques en commun lorsque cela est pertinent. Toutefois, si l'Écosse sortait du Royaume-Uni, elle abandonnerait également toutes les institutions du Royaume-Uni.

Le gouvernement écossais a déclaré qu'il chercherait le moyen de continuer à partager grand nombre de ces institutions en cas d'indépendance. Mais actuellement le Royaume-Uni ne les partage avec aucun autre État indépendant. Il n'est donc pas évident de comprendre comment le Royaume-Uni persistant pourrait tirer parti d'une modification des dispositions relatives aux institutions du Royaume-Uni pour qu'elles puissent, à l'avenir, s'appliquer à deux États indépendants.

Un nouvel État écossais devrait impérativement mettre en place un vaste réseau de nouvelles organisations publiques. Cela représenterait une tâche considérable et impliquerait un financement initial substantiel.

Les institutions que nous partageons avec le reste du Royaume-Uni sont profondément enracinées dans nos vies quotidiennes. Des millions de personnes au Royaume-Uni jouent à la loterie nationale par exemple. Et l'argent récolté contribue au financement des sports et de la culture dans l'ensemble du territoire. Depuis 1994, plus

de 50 000 bonnes causes individuelles en Écosse ont reçu des fonds pour un montant équivalent à 2,5 milliards de livres. L'appartenance d'un nouvel État écossais à la loterie nationale britannique serait remise en cause.

La BBC est l'une de nos principales institutions communes. Elle est respectée dans le monde entier et informe, instruit et divertit des millions de téléspectateurs et d'auditeurs dans leurs foyers. Si l'Écosse devenait indépendante, les radiodiffuseurs de service public comme la BBC continueraient à servir l'intérêt public dans le Royaume-Uni persistant.

En tant que nouvel État indépendant, l'Écosse n'aurait pas la garantie d'obtenir une part de la BBC. Toute demande visant à utiliser les biens actuels de la BBC ou à diffuser des programmes de la BBC devrait être négociée.

Notre place dans le monde

Ensemble, réunis dans le Royaume-Uni, nous influençons le monde autour de nous. Le Royaume-Uni est au premier rang de l'Union européenne, de l'OTAN, du G7, du Commonwealth et du Conseil de sécurité de l'ONU, et il est le seul pays au monde à faire partie de tous ces organismes. Nous façonnons les décisions internationales qui affectent l'Écosse et nous usons de notre influence pour promouvoir la démocratie et les droits de l'Homme dans le monde entier.

Le réseau diplomatique mondial britannique représente l'Écosse dans le monde avec ses 14 000 fonctionnaires présents dans 267 ambassades, hauts-commissariats, consulats et autres bureaux dans 154 pays et 12 territoires britanniques d'outre-mer. Nous utilisons nos réseaux pour promouvoir et protéger les intérêts économiques des entreprises implantées en Écosse. Nous défendons par exemple le whisky écossais contre les contrefaçons, les impositions discriminatoires et les obstacles au commerce.

Les entreprises écossaises tirent parti du soutien actif des 169 bureaux de l'agence d'aide aux entreprises étrangères, le UK Trade & Investment, situés dans plus de 100 pays.

De plus, au sein du Royaume-Uni, nous mettons nos ressources en commun pour offrir une aide internationale considérable. Nous sommes le deuxième donateur au monde et le premier pays du G7 à atteindre l'objectif de 0,7 % du RNB (revenu national brut). Grâce à nos efforts communs, le Royaume-Uni peut travailler pour mettre fin à l'extrême pauvreté et à la dépendance des pays pauvres en créant des emplois, en libérant le potentiel des jeunes filles et des femmes et en aidant à sauver des vies lors des crises humanitaires.

Nous sommes tous redevables au Royaume-Uni qui sait se faire entendre en Europe, où nous utilisons notre influence sur des sujets importants aux yeux des citoyens et des entreprises en Écosse tels que peuvent l'être les

Les dix premiers donateurs mondiaux

| | | |
|----|-------------|----------------------------|
| 1 | États-Unis | 31,55 milliards de dollars |
| 2 | Royaume-Uni | 17,88 milliards de dollars |
| 3 | Allemagne | 14,06 milliards de dollars |
| 4 | Japon | 11,79 milliards de dollars |
| 5 | France | 11,38 milliards de dollars |
| 6 | Suède | 5,83 milliards de dollars |
| 7 | Norvège | 5,58 milliards de dollars |
| 8 | Pays-Bas | 5,44 milliards de dollars |
| 9 | Canada | 4,91 milliards de dollars |
| 10 | Australie | 4,85 milliards de dollars |

contributions budgétaires ou les subventions à la pêche et à l'agriculture. Tout un chacun au Royaume-Uni tire profit des termes négociés dans l'Union européenne, y compris du refus de l'euro et de l'espace Schengen et de notre rabais budgétaire à hauteur de plus de 3 milliards de livres.

Si l'Écosse devenait indépendante, le gouvernement devrait formuler une demande d'adhésion auprès des organisations internationales, y compris auprès de l'Union européenne où chacun des 28 États membres devrait donner son accord. Les attentes du gouvernement écossais en termes de conditions et d'agenda relatifs à l'adhésion à l'UE sont sans précédent. C'est pourquoi le président de la Commission européenne, le président du gouvernement espagnol et d'autres ont

émis des doutes à ce sujet. Au lieu de bénéficier d'un rabais britannique au budget communautaire, une Écosse indépendante aurait au contraire à payer pour financer le rabais du Royaume-Uni persistant.

En faisant partie du Royaume-Uni, nous travaillons également ensemble à la défense du territoire national. La stratégie intégrée de défense britannique s'applique à tous les recoins du Royaume-Uni. Nos agences de sécurité et de renseignement nous protègent du terrorisme, de l'espionnage et du cybercrime.

Les forces armées britanniques sont les meilleures au monde. Elles nous protègent au Royaume-Uni et participent à la prévention des conflits et aux opérations humanitaires à l'étranger. Elles sont financées par l'un des budgets annuels

à la défense les plus élevés du monde. Nos dépenses affectées à la défense financent l'industrie de la défense en Écosse qui emploie environ 12 600 personnes. Si l'Écosse devenait indépendante, des entreprises implantées en Écosse ne pourraient plus prétendre aux contrats que le Royaume-Uni décide d'attribuer sur son territoire, pour des raisons de sécurité nationale.

Notre frontière britannique est également protégée par plus de 20 000 personnes et grâce à plus de 2 milliards de livres investis dans la détention aux frontières d'individus et de marchandises qui pourraient nous porter atteinte. Au sein du Royaume-Uni, les personnes et les marchandises peuvent circuler librement. Aucune pièce d'identité n'est demandée pour voyager de par le Royaume-Uni. Aucun contrôle ou administration des douanes ne s'applique à la circulation de marchandises. Chaque année, 23 millions de véhicules et 15 millions de tonnes de marchandises circulent entre l'Écosse et le Royaume-Uni, 7 millions de passagers voyagent en train entre l'Écosse et le reste du Royaume-Uni et 800 000 personnes prennent l'avion

entre l'Écosse et l'Irlande du Nord.

Si l'indépendance gagnait, la délimitation actuelle entre l'Écosse et le reste du Royaume-Uni deviendrait une frontière internationale entre deux États indépendants. L'État écossais indépendant et le Royaume-Uni persistant devraient aborder la question de la gestion du flux des citoyens et des marchandises souhaitant traverser cette frontière. Au fil du temps, il est probable que différents impôts et régimes réglementaires apparaîtraient, engendrés par la volonté des deux gouvernements de poursuivre des politiques adaptées à leurs propres besoins. Ces différences pourraient être exploitées par des contrebandiers. Il est également possible que les gouvernements veuillent adopter différentes politiques en matière d'immigration. Cependant, une Écosse indépendante ne pourrait pas opter pour une politique d'immigration très ouverte et chercher en même temps à rejoindre la zone de libre circulation entre le Royaume-Uni et l'Irlande (Common Travel Area).

Conclusion

L'Écosse est une partie intégrante du Royaume-Uni. Nous y participons tous et nous percevons tous les bénéfices de faire partie d'une famille de nations.

Au sein du Royaume-Uni, l'Écosse possède un pouvoir d'influence sur son propre territoire et dans le reste du monde. Nos industries sont mieux protégées et soutenues par la force et la diversité de l'économie britannique. En outre, nous pouvons nous faire entendre sur la scène internationale grâce à l'adhésion du Royaume-Uni aux organisations internationales.

Notre culture nationale bien particulière, avec nos églises, notre éducation et notre système législatif, est

respectée depuis longtemps au Royaume-Uni. De plus, notre Parlement à Holyrood nous permet de légiférer sur des questions essentielles de notre quotidien en termes de santé, d'éducation, de système judiciaire et d'environnement.

Depuis plus de 300 ans, nous travaillons main dans la main avec nos amis et nos familles vivant dans le reste du Royaume-Uni. En décidant de rester dans le Royaume-Uni en septembre, nous pouvons continuer à faire plus de choses ensemble que si nous étions séparés.

Pour plus d'informations ou pour consulter les analyses sur l'Écosse, rendez-vous sur : www.gov.uk/scottishreferendum et pour vous joindre au débat en ligne, rendez-vous sur [@YouDecide2014](https://twitter.com/YouDecide2014) et facebook.com/youdecide2014 